Accord

entre

le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite

relatif au développement culturel, environnemental, touristique, humain et économique et à la valorisation du patrimoine du gouvernorat d'Al Ula dans le Royaume d'Arabie saoudite

Le Gouvernement de la République française,
ci-après dénommé la « Partie française »,
d'une part,

et

Le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite,
ci-après dénommé « le Royaume d'Arabie saoudite », le « Royaume » ou la « Partie saoudienne »,
d'autre part,

le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite et étant ci-après dénommés conjointement les « Parties »,

Considérant l'ambition du Royaume d'Arabie saoudite de développer, au travers de sa « Vision 2030 » le dialogue entre les cultures au cœur du monde arabe et la mise en valeur du patrimoine historique et culturel saoudien, arabe et islamique et d'encourager le tourisme international ;

Considérant le souhait du Royaume d'Arabie saoudite d'associer l'excellence française à son projet et à la réalisation des objectifs de la Vision 2030, en ayant recours aux meilleures compétences et savoir-faire français dans les domaines de la culture, de l'archéologie, de la science, du tourisme, de l'hébergement, des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation et de la gestion durable des ressources naturelles, qui jouissent d'une renommée mondiale ;

Considérant l'engagement commun pris par les Parties de protéger et de valoriser le patrimoine archéologique, architectural et culturel, de soutenir les 17 Objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, de protéger l'environnement et la biodiversité, de promouvoir des villes durables et intelligentes, d'élaborer des programmes culturels et touristiques, de soutenir l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi, d'encourager l'égalité des chances pour tous, notamment entre hommes et femmes, comme cela est proposé dans la Vision 2030, de développer les arts et l'artisanat, ainsi que de promouvoir le dialogue entre les cultures et l'ouverture à d'autres civilisations, conformément à leurs engagements internationaux respectifs ;

Considérant le souhait du Royaume d'Arabie saoudite de mener à bien un ambitieux projet de développement, en partenariat avec le Gouvernement de la République française, visant à valoriser le gouvernorat d'Al Ula sur les plans touristique, économique et culturel, ainsi qu'à améliorer la gestion de son vaste patrimoine et de ses immenses ressources naturelles, afin de développer ce gouvernorat de façon innovante et durable et d'en faire une destination touristique, culturelle et artistique de premier plan au niveau mondial (ci-après dénommé le « Projet ») ;

Considérant le souhait du Royaume d'Arabie saoudite de protéger, de développer et de promouvoir, en partenariat avec le Gouvernement de la République française, les sites historiques majeurs du gouvernorat d'Al Ula, notamment le site archéologique de Madain Saleh inscrit par l'UNESCO au patrimoine mondial, afin de faire de ce gouvernorat une destination touristique internationale conforme aux normes internationales les plus strictes dans tous ces domaines ;

Les Parties conviennent de collaborer étroitement pour la conception et le développement conjoints d'un Projet ambitieux et innovant ayant pour objectif l'interconnexion des centres urbains, l'optimisation des zones rurales, la conformité des institutions scientifiques, culturelles, touristiques et éducatives aux normes internationales et la concrétisation de l'excellence française dans ces domaines, afin de développer le gouvernorat d'Al Ula et ses sites archéologiques exceptionnels ;

Les Parties déclarent qu'elles souhaitent faire du Projet un symbole du partenariat d'exception unissant le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite, et sont convenues à cet égard des dispositions suivantes :

Article premier : Objectifs généraux de l'Accord

Les Parties mettent en place un partenariat bilatéral exceptionnel (ci-après dénommé le « Partenariat ») afin de développer le gouvernorat d'Al Ula.

En conséquence, elles fixent les objectifs suivants pour le Projet, conformément aux stipulations du présent Accord :

- les Parties conçoivent et de façon collaborative et conjointe le Projet pour le gouvernorat d'Al Ula, qui couvre notamment les domaines de l'architecture, des paysages, de l'urbanisme, de l'aménagement et de la culture, les zones et les installations urbaines, résidentielles et hôtelières, le tourisme, l'économie, les infrastructures et systèmes de transport locaux et internationaux, ainsi que la gestion des ressources naturelles et du patrimoine. Ce Projet sera innovant, durable et respectueux du patrimoine historique, archéologique et naturel du gouvernorat ainsi que de la culture locale, et conforme aux normes internationales les plus strictes ;

- les Parties s'engagent à faire du gouvernorat d'Al Ula une destination exceptionnelle et de premier ordre pour les touristes nationaux et internationaux et les résidents de longue durée ;

- les Parties mènent à bien tous les aspects du Projet dans le strict respect de l'environnement, des caractéristiques du paysage et de la faune et de la flore, et privilégient les solutions énergétiques innovantes et durables pour toutes les composantes du Projet, tout en cherchant à préserver les ressources hydrauliques sous-terraines ;

- ensemble, les Parties répondent aux attentes les plus hautes et mettent en œuvre les meilleures pratiques concernant les technologies innovantes, intelligentes et durables qui devront être utilisées dans le cadre du Projet, en particulier pour la mobilité, les infrastructures et les autres services urbains essentiels pour une ville internationale ;

- la Partie saoudienne bénéficie de l'excellence et de l'expérience remarquable de la Partie française grâce à des transferts de compétences, de technologies et de savoir-faire dans tous les domaines couverts par le présent Accord, particulièrement en encourageant le renforcement des capacités et en créant conjointement des programmes éducatifs et de formation de premier ordre conformes à la Classification internationale type de l'éducation de l'UNESCO. Ces transferts de compétences, de technologie et de savoir-faire sont réalisés conformément aux législations en vigueur des Parties, et précisés dans le cadre de conventions spécifiques, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent Accord ;

- les Parties prévoient de mobiliser le savoir-faire français afin de soutenir la création d'un cadre juridique d'exception, incluant un cadre juridique pour la gestion du gouvernorat, les réformes administratives et le soutien de son développement, qui rende le gouvernorat attractif et qui garantisse que les normes d'excellence internationales sont respectées dans tous les aspects du Projet ;

- les Parties conviennent également de faire de chaque aspect du Projet un vecteur de dialogue entre les cultures et de promotion du développement durable, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, ainsi que des arts et de l'artisanat, particulièrement en combinant le patrimoine unique de la Partie saoudienne avec le savoir-faire remarquable de la Partie française en matière de culture, de science et d'ingénierie, afin que le Projet devienne un symbole du partenariat exceptionnel entre les Parties ;

- les Parties s'attachent à ce que les acteurs français des secteurs public et privé jouent un rôle majeur dans les phases de mise en œuvre et de construction du Projet, conformément aux lignes directrices et aux procédures énoncées dans le présent Accord.

Les Parties signent en tant que de besoin des accords spécifiques prévoyant les modalités de mise en œuvre de ces objectifs généraux. Ces accords spécifiques respectent rigoureusement les principes et les stipulations du présent Accord.

Ces accords spécifiques visent à inclure tous les domaines d'intervention prévus par le présent Accord.

Article 2 : Principes fondateurs du Partenariat et du Projet

1. Nature du Partenariat

Dans le cadre du Partenariat consacré au Projet, les Parties s'engagent à être des partenaires uniques pour sa conception, le pilotage de sa mise en œuvre et le suivi de sa livraison.

Les Parties conviennent que la Partie française, étant un partenaire unique pour la conception du Projet, travaillera conjointement et en étroite collaboration avec la Partie saoudienne. Les deux Parties travailleront en collaboration et conformément aux dispositions du présent Accord, en particulier les objectifs généraux mentionnés à l'article premier et les dispositions des articles 3 et 4.

Les Parties gèrent ensemble la post-conception, le pilotage et le suivi de la livraison du Projet.

2. Engagements des Parties concernant le Projet

a) Principes de décision

Les Parties agissent par l'intermédiaire de deux opérateurs indépendants, créés spécialement par chacune d'entre elles pour le Projet, conformément à l'article 3 du présent Accord.

Toute décision définitive portant sur les phases de conception, de post-conception, de mise en œuvre et de suivi du Projet est prise par l'opérateur de la Partie saoudienne, selon les procédures décrites respectivement aux points b), c) et d) ci-après du présent article.

b) Conception du Projet

La Partie française garantit qu'elle met et va mettre en œuvre tout le savoir-faire international nécessaire pour répondre aux besoins du Projet lors de sa phase de conception, dans tous les domaines couverts par l'Accord et par les accords spécifiques.

La Partie française, représentée par son opérateur, apporte son soutien à la Partie saoudienne en tant que partenaire majeur pour l'intégralité de la phase de conception, avec l'objectif commun d'assurer son succès.

Au cours de la phase de conception, les décisions définitives sur les résultats attendus du Projet sont prises par l'opérateur de la Partie saoudienne sur proposition de l'opérateur de la Partie française. Les recommandations et propositions de la Partie française et l'accord de la Partie saoudienne sont transmis, par l'intermédiaire de leurs opérateurs, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

c) Phases de pilotage et de suivi suivant la conception du Projet

La Partie française et la Partie saoudienne, représentées par leurs opérateurs, collaborent pour gérer le pilotage et le suivi de la mise en œuvre du Projet, jusqu'à sa livraison, afin de garantir sa conformité aux objectifs généraux de l'Accord et à la conception du Projet.

La Partie française, par l'intermédiaire de son opérateur, recommande à la Partie saoudienne les spécialistes, les établissements publics ou les entreprises pour les phases de pilotage et de suivi suivant la conception du Projet dans tous les domaines couverts par le présent Accord et par les accords spécifiques.

Les décisions définitives sur les livrables attendus du Projet sont prises par l'opérateur de la Partie saoudienne sur proposition de l'opérateur de la Partie française. Les recommandations et propositions de la Partie française et l'accord de la Partie saoudienne sont transmis, par l'intermédiaire de leurs opérateurs, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

d) Mise en œuvre du Projet

La procédure de passation de marchés publics suivant la phase de conception relève de la responsabilité de l'opérateur de la Partie saoudienne et est gérée conjointement par les Parties dans le respect des procédures de passation de marchés les plus transparentes, nécessaires au lancement d'une procédure d'appel d'offres d'envergure internationale.

La Partie française recommande à la Partie saoudienne les spécialistes, les établissements publics ou privés et les entreprises pour les phases de mise en œuvre et de construction du Projet dans tous les domaines couverts par le présent Accord et par les accords spécifiques.

La Partie française et la Partie saoudienne gèrent conjointement les procédures d'appel d'offres et de sélection du Projet jusqu'à sa livraison. Les deux Parties veillent à ce que les résultats de la procédure d'appel d'offres restent cohérents avec la conception approuvée pour chaque domaine couvert par l'Accord.

Les recommandations et propositions de la Partie française et l'acceptation par la Partie saoudienne sont transmises, par l'intermédiaire de leurs opérateurs, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

Article 3 : Opérateurs

Chaque Partie met en place un opérateur (ci-après dénommé l'« Opérateur ») chargé d'agir en son nom pour toutes les responsabilités définies par le présent Accord et d'être l'unique point de contact pour l'Opérateur de l'autre Partie.

La création de l'Opérateur français prend effet dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord.

En conséquence, la Partie française met en place une personne morale de droit français, nommée « Agence française pour le développement d'Al Ula » (ci-après dénommée l'« Agence »). Cette Agence pourra être financée par des capitaux français. Elle a son siège à Paris. L'Agence sera créée pour la durée de l'Accord et des accords spécifiques. Afin d'exercer ses activités et de s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent Accord, l'Agence sélectionnera les acteurs publics ou privés et les personnes dont elle estimera avoir besoin, passera des contrats et travaillera avec eux, dans le respect des engagements internationaux des Parties et sans méconnaître les principes prévus par le présent Accord.

Chaque Opérateur présente un rapport annuel d'activité au Comité mentionné au paragraphe 2 de l'article 4 du présent Accord. Ce rapport est présenté au Comité tous les ans, avant la fin du premier trimestre de l'année suivant celle qui fait l'objet du rapport d'activité.

L'Agence, en tant qu'Opérateur de la Partie française, est l'unique point de contact de la Partie saoudienne et de l'Opérateur établi par cette dernière.

La Partie saoudienne a déjà mis en place par décret royal un Opérateur, nommé « Commission royale pour le gouvernorat d'Al Ula » (ci-après dénommée la « Commission royale pour Al Ula »), qui est l'unique point de contact pour la Partie française et l'Agence.

Compte tenu de son objectif tel qu'il a été défini par décret royal, toute décision définitive en rapport avec le Projet prise au cours de chacune de ses phases, notamment en ce qui concerne les décisions commerciales, relève de la responsabilité de la Commission royale pour Al Ula en tant que maître d'ouvrage du Projet.

Aux fins de l'exercice de ses activités, de la sélection et de la gestion de toutes les parties contractantes en vue d'accomplir ses missions et d'atteindre les objectifs du présent Accord, l'Agence œuvre et prend toutes ses décisions en tant qu'entité indépendante et en vertu de ses seules règles de gouvernance et procédures internes.

Préalablement à la création de son Opérateur, la Partie française désigne un Envoyé du Président de la République française agissant pour le compte du Gouvernement de la République française.
Dès que l'Opérateur de la Partie française a été mis en place, la Partie française en informe la Partie saoudienne par la voie diplomatique.

Article 4 : Gouvernance

1. Comités de pilotage :

Le Représentant de chaque Partie constitue un comité de pilotage afin d'assurer la coordination et la connexion opérationnelles entre les Représentants des Parties.

2. Représentation de chaque Partie au sein du comité de pilotage respectif de l'Opérateur de l'autre Partie

Dans l'esprit du Partenariat entre les Parties, l'Envoyé du Président de la République française, puis une fois l'Agence française créée, le président de cette Agence, est membre de droit du comité de pilotage de la Commission royale pour Al Ula, et le directeur général de la Commission royale pour Al Ula est membre de droit du comité de pilotage de l'Agence. L'Envoyé du Président de la République française et le directeur général de la Commission royale pour Al Ula sont nommés après l'entrée en vigueur de l'Accord.
Le président de l'Agence est nommé au comité de pilotage de la Commission royale pour Al Ula dès l'établissement de cette entité.

3. Comité franco-saoudien

Un comité franco-saoudien (ci-après dénommé le « Comité ») est créé pour assurer le suivi de l'Accord ainsi que du Projet pendant toutes ses phases. Le Comité résout à l'amiable, dans l'esprit du Partenariat, tout différend ou désaccord susceptible de survenir entre les deux Parties ou leurs Opérateurs à propos du présent Accord ou dans le cadre de la mise en œuvre du Projet. Le Comité fait une recommandation aux deux Opérateurs dans un délai de deux mois.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an, une fois à Paris et une fois dans le gouvernorat d'Al Ula, ou sur demande de l'une des Parties.

Il est composé du même nombre de représentants de chaque Partie, avec un maximum de quatre représentants par Partie. Chaque Partie désigne ses représentants et en informe l'autre

Partie par la voie diplomatique. Le président de l'Agence et le directeur général de la Commission royale pour Al Ula sont membres de droit du Comité, de même qu'un représentant du ministère des Affaires étrangères de chacune des Parties. Les deux autres représentants de chaque partie sont désignés par échanges de lettres par la voie diplomatique.

Chaque membre du Comité dispose d'une voix.

Les Parties conviennent de mettre en place ce Comité dans un délai de deux (2) mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord.

4. Collaboration entre les Opérateurs

Un accord spécifique entre les deux Opérateurs précise les modalités de leur collaboration afin de faciliter la mise en œuvre du Partenariat.

Il est signé dans un délai d'un (1) mois à compter de la création de l'Agence.

Cet accord spécifique précise la manière dont les groupes de travail, composés par des membres des équipes des deux Parties, pourront être constitués, pour chaque domaine couvert par l'Accord et en tant que de besoin, afin d'examiner des questions spécifiques liées aux domaines couverts par le présent Accord.

Pour chaque domaine couvert par l'Accord, toute recommandation ou tout projet de document proposé par la Partie française est soumis à l'approbation de la Commission royale pour Al Ula dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet. La Commission royale donne son accord ou fait part de ses observations dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

Article 5 : Domaines du Partenariat

1. Missions générales confiées à la Partie française

Dans le cadre du présent Accord et de ses accords spécifiques, la Partie saoudienne confie à la Partie française, représentée par l'Agence, les missions suivantes :

a) Conception du Projet et élaboration de schémas directeurs

La Partie saoudienne accepte de mener la phase de conception du Projet avec la Partie française comme unique partenaire en ce qui concerne tous les domaines couverts par le Projet. À cet effet, la Partie française prépare les éléments suivants, en collaboration et conjointement avec la Partie saoudienne :

- un concours de portée internationale visant à mettre en place un consortium responsable des schémas directeurs, par l'intermédiaire d'un jury mondial reconnu, à confirmer par la Commission royale pour Al Ula ;
- un schéma directeur pour le développement de l'ensemble du gouvernorat d'Al Ula et pour le pilotage de sa mise en œuvre ;
- un schéma directeur portant sur toutes les infrastructures urbaines et de transport et pour le pilotage de sa mise en œuvre ;

- un schéma directeur pour la planification paysagère et environnementale, la préservation de la faune et de la flore existantes et le pilotage de sa mise en œuvre ;
- un schéma directeur pour des sources d'eau et d'énergie durables et pour le pilotage de sa mise en œuvre ;
- un schéma directeur pour le développement d'une agriculture et d'une production de produits agricoles et alimentaires responsables et pour le pilotage de sa mise en œuvre ;
- un schéma directeur pour la préservation, la protection et la valorisation du patrimoine archéologique, artistique, culturel et historique du gouvernorat d'Al Ula ;
- un schéma directeur pour la conception, la création et la gestion des installations et institutions culturelles, artistiques et du patrimoine du gouvernorat d'Al Ula et pour le soutien de sa conception et de sa mise en œuvre ;
- des programmes de formation professionnelle et universitaire satisfaisant aux besoins du développement du gouvernorat d'Al Ula en particulier, et du Royaume d'Arabie saoudite en général, et des institutions qui permettent de mettre en œuvre ces programmes ;
- un schéma directeur pour le développement d'infrastructures et d'installations durables destinées au tourisme et à l'hébergement dans le gouvernorat d'Al Ula ;
- un schéma directeur pour le développement de commerces artisanaux locaux et de l'économie locale ainsi que des institutions qui rendent ce développement possible ;
- des programmes et des normes de sécurité pour les sites et les visiteurs.

Ces plans et ces programmes sont transmis à la Partie saoudienne, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, pour approbation avant leur mise en œuvre. L'accord de la Partie saoudienne est transmis, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

La Partie française réalise également les missions suivantes en collaboration et conjointement avec la Partie saoudienne :

b) Conception d'un cadre de normes et de dispositions législatives et réglementaires s'inscrivant dans le cadre réglementaire du Royaume d'Arabie saoudite, afin de promouvoir le développement d'Al Ula dans tous les domaines couverts par l'Accord et par les accords spécifiques, en s'inspirant des normes les plus efficaces.

Ce cadre réglementaire et ces dispositions législatives sont transmis à la Partie saoudienne, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, pour approbation avant leur mise en œuvre. L'accord de la Partie saoudienne est transmis, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

c) Lors des phases suivant la conception du Projet, la Partie saoudienne coopère avec la Partie française pour :

- proposer, piloter et organiser le renforcement des capacités de la Partie saoudienne, le transfert de compétences et de technologies, l'apport de savoir-faire par la Partie française à la Partie saoudienne dans les domaines couverts par l'Accord et les accords spécifiques, dans le respect du cadre législatif et réglementaire respectif des Parties ;
- recommander à la Partie saoudienne les personnes morales publiques ou privées et les personnes physiques compétentes en vue de l'exécution du Projet ;

- préparer, en collaboration avec la Partie saoudienne, tout appel d'offre et soumettre des propositions concernant la sélection et le choix des candidats français ou internationaux compétents à l'approbation de la Partie saoudienne ;
- suivre, en collaboration avec la Partie saoudienne, la mise en œuvre du Projet et les services des diverses tierces parties.

2. Différents domaines couverts par l'Accord

Outre les missions générales, les Parties collaborent pour les missions suivantes :

a) Planification, mobilité et infrastructures urbaines

- conception d'un schéma directeur urbain durable respectueux des objectifs de la Vision 2030, qui intègre et crée des synergies parmi toutes les composantes du Projet, afin de mettre l'accent sur les solutions les plus efficaces dans les domaines des infrastructures, des structures nationales et internationales de transport, de la mobilité, des installations et des ressources culturelles et touristiques (notamment eau et énergie). La planification doit également intégrer des zones d'agriculture durable et des réserves naturelles dans lesquelles des espèces locales appartenant à la faune ou à la flore pourraient être préservées ou réintroduites ;

- mise en œuvre de tous les aspects du Projet dans le respect du paysage, de l'environnement, du patrimoine, de la faune et de la flore et en privilégiant le recours à une vaste gamme de solutions énergétiques innovantes et durables, tout en s'efforçant dans le même temps de préserver les ressources hydrauliques souterraines ;

- définition des règles et lignes directrices appropriées en matière de planification et d'architecture urbaines au cours des phases de conception de l'architecture et des sites, et la supervision de la sélection des architectes, paysagistes et urbanistes qui devront posséder le savoir-faire adéquat et une vision globale du Projet ;

- planification de la construction et de l'entretien des infrastructures urbaines et des services publics en matière d'ingénierie et de conception.

Toutes les lignes directrices et recommandations sont transmises à la Partie saoudienne, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, pour approbation. L'accord de la Partie saoudienne est transmis, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula, dans un délai raisonnable décidé à l'avance d'un commun accord entre les Parties et compatible avec le calendrier du Projet.

La gestion des phases de construction relève de la responsabilité de la Partie saoudienne et est réalisée conjointement avec la Partie française.

b) Préservation et gestion du patrimoine archéologique et architectural

- adoption de toutes les mesures visant à préserver le patrimoine unique du gouvernorat d'Al Ula, en tenant compte des atouts de ses sites archéologiques et de son patrimoine architectural et naturel conformément aux critères et aux normes du patrimoine mondial et de l'UNESCO ;

- réalisation d'une cartographie et d'un inventaire complets des atouts du gouvernorat d'Al Ula en matière d'archéologie, d'architecture et de patrimoine naturel ;

- réalisation d'un inventaire de toutes les archives concernant le gouvernorat d'Al Ula et création d'un programme de préservation et de valorisation de ces archives ;

- élaboration d'un programme complet visant à mettre au jour, à protéger, à restaurer et à gérer les sites archéologiques et du patrimoine du gouvernorat d'Al Ula, et la mise en œuvre de ce programme avec les institutions, les entreprises et les spécialistes français et internationaux compétents ;

- élaboration de parcours, d'infrastructures et de contenus culturels et éducatifs destinés à être utilisés par les visiteurs du gouvernorat d'Al Ula ;

- conception et développement d'infrastructures et de formations, notamment de formations de haut niveau, pour des emplois liés au patrimoine culturel qui satisfont aux besoins du gouvernorat d'Al Ula et de l'Arabie saoudite en général en matière de développement culturel et artistique, conformément aux objectifs de la Vision 2030, et au niveau d'excellence de la Partie française. À ce titre, la Partie française forme le personnel technique et de supervision ainsi que le personnel chargé de gérer, de protéger, de restaurer et d'expliquer le patrimoine national et les sites archéologiques aux visiteurs ;

- création d'un cadre pour des campagnes de fouilles archéologiques préventives préalables à toute construction ou toute exploitation de bâtiment sur l'ensemble du territoire du gouvernorat d'Al Ula lors de la phase de construction du Projet ;

- mise en place d'un programme et d'un cadre muséologiques pour le musée d'archéologie d'Al Ula. La conception du musée est confiée à un architecte de renommée internationale, et sa gestion ainsi que la muséologie sont confiées aux meilleurs spécialistes. L'architecte comme les spécialistes sont recommandés par un jury commun composé des deux Parties, et le choix sera soumis à l'Opérateur saoudien pour décision définitive.

c) Offre culturelle et artistique et ingénierie culturelle

- mise en place et création d'un réseau d'infrastructures et d'installations scientifiques et culturelles de haut niveau sur tout le territoire du gouvernorat d'Al Ula, afin de promouvoir un dialogue approfondi entre les cultures des Parties ;

- mise en place et développement d'installations de formation culturelle et en ingénierie satisfaisant aux besoins de développement culturel du gouvernorat d'Al Ula et de l'Arabie saoudite en général en matière de création d'emplois et de développement économique, conformément aux objectifs de la Vision 2030 ;

- conception et création d'une offre culturelle et de patrimoine susceptible de conférer au gouvernorat d'Al Ula un rayonnement régional et international ;

- en s'appuyant sur les techniques les plus innovantes de muséologie, de recherche et de médiation culturelle, conception et création d'un établissement international, comprenant un musée d'envergure mondiale et un centre de recherche conforme aux normes d'excellence, consacré au patrimoine, à la culture et à l'histoire de la Péninsule arabique, et qui fournira des

informations approfondies aux Saoudiens et aux touristes du monde entier sur l'histoire ancienne de leurs pays et de leurs régions, en la replaçant dans le contexte global de l'histoire du monde et des échanges entre civilisations. La maîtrise d'œuvre de cet établissement, ainsi que la muséologie, sont confiées à un architecte de renommée internationale recommandé par un jury commun composé des deux Parties, et proposé à l'Opérateur saoudien pour décision définitive ;

- soutien du développement artistique et culturel du gouvernorat d'Al Ula, en particulier grâce à la création d'un Institut français à Al Ula (ci-après dénommé l'« Institut »). L'Institut sera chargé de promouvoir les échanges culturels, scientifiques, universitaires et artistiques entre la France et le gouvernorat d'Al Ula, ainsi que le dialogue interculturel et la langue française. La conception et la construction de l'Institut sont gérées par un architecte de renommée internationale recommandé par un jury commun composé des deux Parties, et proposé à l'Opérateur saoudien pour décision définitive. D'ici à la fin de l'année 2018, la Partie française présente à la Partie saoudienne le programme de développement stratégique de l'Institut. Ce programme détaille les investissements nécessaires pour la création et le fonctionnement de l'Institut français, les équipements et le personnel requis ainsi qu'un programme d'activités. La Partie saoudienne assume la responsabilité du financement de l'Institut, conformément au programme de développement à long terme de la Partie française dès lors que ce programme a été dûment approuvé par la Partie saoudienne, par l'intermédiaire de la Commission royale pour Al Ula. Il est envisagé que l'Institut français devienne un poste consulaire conformément aux stipulations de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 23 avril 1963.

- soutien à l'amélioration de la recherche et au renforcement des capacités de l'Arabie saoudite en ce qui concerne les cultures préislamique, islamique et arabe au moyen de diverses actions. Des chaires universitaires consacrées à la civilisation et à l'histoire arabes pourront être notamment créées au sein des universités françaises les plus prestigieuses ; un séminaire annuel pourra être organisé tour à tour en France et à Al Ula, réunissant des spécialistes mondiaux de l'archéologie, pour mettre en évidence les découvertes et les travaux les plus récents liés au site d'Al Ula. Un accord additionnel spécifique précisa les modalités de financement et de mise en œuvre de ces actions.

d) Concepts et équipements pour une gestion touristique et hôtelière durable

- conception et création d'infrastructures, de concepts et d'installations touristiques, et suivi de leur exécution, au service des ambitions culturelles du Royaume ;

- conception et création d'infrastructures hôtelières durables, et suivi de leur exécution sous la supervision de la Commission royale pour Al Ula ;

- conception et définition de la mise en œuvre d'un programme touristique et de loisirs ;

- conception d'un programme stratégique et de communication en appui à la promotion du gouvernorat d'Al Ula comme destination touristique internationale ;

- conception et développement d'infrastructures et de formations, notamment de formations de haut niveau, pour des emplois liés au tourisme qui satisfont aux besoins en développement touristique du gouvernorat d'Al Ula et de l'Arabie saoudite en général, conformément aux objectifs de la Vision 2030.

e) Artisanat et économie locale

- promotion et développement de l'économie locale, particulièrement des commerces artisanaux locaux, en créant des centres de formation pour les emplois liés au commerce de produits artisanaux ;

- développement de la gastronomie locale et internationale inspirée par les produits locaux et respectant des normes rigoureuses ;

- promotion d'une agriculture responsable pour la production de sous-produits utilisés, par exemple, dans l'industrie cosmétique.

f) Renforcement des capacités et des compétences, transfert de technologie et apport de savoir-faire

- conception de programmes éducatifs et de formation, d'écoles, de laboratoires et d'incubateurs, en particulier dans les domaines suivants : formation professionnelle, gestion hôtelière, art et culture, archéologie et patrimoine national, commerce de produits artisanaux, tourisme, agriculture, énergies durables, ressources hydrauliques et protection de l'environnement ;

- apport du savoir-faire nécessaire à la Partie saoudienne au moyen de transferts de compétences, de technologies et de savoir-faire par différents mécanismes, dans le respect des législations en vigueur des Parties, et devant être précisés dans les accords spécifiques conclus, pour chacun des domaines des partenariats le cas échéant, particulièrement dans les domaines de la culture, de l'archéologie, du patrimoine national, du tourisme, des énergies durables, de la gestion des ressources naturelles, de l'ingénierie culturelle, de l'aménagement paysager, de l'architecture, des systèmes de transport nationaux et internationaux, de la mobilité, de l'urbanisme et de la construction.

g) Cadre législatif et réglementaire

- conception et gestion de la réforme administrative du gouvernorat d'Al Ula et soutien de cette dernière ;

- conception et, le cas échéant, mise en œuvre, sous la supervision de la Commission royale pour Al Ula, d'un cadre normatif et d'ajustements législatifs et réglementaires applicables au gouvernorat d'Al Ula en dérogation au cadre juridique en vigueur en Arabie saoudite, afin qu'ils puissent faciliter dans tous les domaines son développement et son insertion dans les échanges internationaux, en particulier dans les domaines de la culture et du tourisme. Ce cadre normatif inclut une réglementation pour la planification et la construction urbaines et une réglementation en matière de protection de l'environnement et des sites du patrimoine, naturel comme historique, et de gestion des ressources naturelles afin d'offrir les meilleures garanties de protection des sites du patrimoine culturel et historique, de la faune et de la flore ainsi que des commerces artisanaux locaux. Ce cadre juridique est adapté afin de promouvoir le tourisme international et les visites de résidents d'autres pays. La Partie française fonde cette conception sur les normes les plus efficaces.

3. Accords spécifiques

Des accords spécifiques précisent, en tant que de besoin et pour chacun des domaines du partenariat (en particulier les paragraphes 1 et 2 de l'article 5 du présent Accord), les délais et les méthodes de réalisation des missions, des contributions et des services confiés à la Partie française par la Partie saoudienne, notamment les transferts de compétences, de technologies et de mécanismes d'expertise concernant les domaines du Partenariat, ainsi que le montant à payer et le calendrier de versement des rémunérations dues à ce titre par la Partie saoudienne, conformément à l'article 6 du présent Accord. Les Parties conviennent que tous les accords spécifiques couvrant les domaines du Partenariat énoncés dans le présent Accord seront signés avant la fin de l'année 2018.

La Partie française recommande à la Partie saoudienne les délais qu'elle considère pertinents pour chaque domaine couvert par le présent Accord et tout autre domaine dont la Partie française estime qu'il devrait être également couvert par l'Accord, afin que le Projet respecte les objectifs généraux mentionnés à l'article premier du présent Accord.

Article 6 : Modalités financières et fiscales

Le présent Accord est mis en œuvre conformément aux modalités énoncées ci-dessous :

1. Modalités financières générales

La Partie saoudienne fournit toutes les ressources financières raisonnables nécessaires aux fins du Projet, du Partenariat mis en œuvre au titre du présent Accord et des accords spécifiques.

Ces ressources financières sont définies pour le présent Accord et les accords spécifiques couvrant chaque domaine du Partenariat d'ici à la fin de l'année 2018. Les modalités sont précisées dans un document distinct à la suite de la signature du présent Accord.

Les Parties décident conjointement, dans les accords spécifiques, du budget prévisionnel alloué au Projet et à chaque domaine du Projet pour la durée de l'Accord. Ce budget prévisionnel devra être suffisamment élevé pour permettre aux Parties d'atteindre les objectifs généraux mentionnés à l'article premier du présent Accord.

Chaque accord spécifique précise le montant des fonds nécessaires pour couvrir les besoins du Projet et leur ventilation annuelle pour la durée du Projet. L'accord spécifique pertinent détaille également l'allocation des fonds en fonction des domaines couverts par le présent Accord ainsi que la manière dont ils permettront d'atteindre les objectifs généraux mentionnés à l'article premier du présent Accord.

Dans l'éventualité où la Partie française souhaiterait modifier la ventilation annuelle du budget prévisionnel, elle soumet les modifications envisagées à la Partie saoudienne pour approbation préalable. Une fois approuvées par la Partie saoudienne, ces modifications sont énoncées dans un amendement de l'accord spécifique considéré.

2. Reconnaissance du Partenariat

La Partie saoudienne, en reconnaissance de l'engagement de la Partie française dans le cadre du présent Partenariat, verse une somme, dont le montant et les modalités d'allocation sont définis dans un accord spécifique, pour soutenir le patrimoine français.

La Partie française alloue l'intégralité de cette somme à un fonds de dotation français, géré par des institutions françaises, dont l'objectif unique sera le soutien du patrimoine de la France. Ce fonds est créé conformément à la législation et à la règlementation françaises en vigueur. Il en est de même pour sa gestion.

Sur la base du Partenariat et pendant toute la durée du présent Accord, la Partie française soutiendra par la suite la promotion d'Al Ula par le biais de programmes nationaux et internationaux de promotion du tourisme mis en place par le Gouvernement de la République française ou par ses organismes désignés de promotion du tourisme, notamment au moyen de brochures, de dépliants, de films ou de conférences, en soulignant le fait que le patrimoine français bénéficie du soutien du fonds de dotation mis en œuvre dans le cadre du présent Accord ; tout support de promotion touristique de ce type encouragera le public à visiter le gouvernorat d'Al Ula en tant que destination développée conjointement par le Royaume d'Arabie saoudite et la République française.

3. Rémunération de l'Agence

À compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, la Partie saoudienne rémunère l'Agence pour l'ensemble des missions, contributions ou services attendus d'elle dans le cadre de l'Accord et des accords spécifiques couvrant chacun des domaines d'intervention précisés par l'Accord.

La rémunération de l'Agence est définie par un accord additionnel spécifique.

4. Dispositions fiscales

La fiscalité applicable aux montants versés en vertu du présent Accord est précisée par un accord additionnel spécifique relatif aux dispositions fiscales.

5. Indexation

L'indexation des montants exprimés en euros courants - valeur décembre 2017 - dans le présent accord est précisée dans un accord additionnel spécifique.

Article 7 : Garantie

Les règles relatives aux garanties susceptibles d'être accordées par la Partie française et par la Partie saoudienne s'agissant du respect de l'ensemble des obligations prévues au présent Accord sont définies par un accord additionnel spécifique.

Article 8 : Droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle sur tout matériel fabriqué, conçu, inventé, développé et/ou créé dans le cadre du Partenariat sont prévus par un accord additionnel spécifique.

Article 9 : Règlement des différends

Tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord est réglé à l'amiable par voie de négociation ou de consultation entre les Parties dans le cadre du Comité. En cas d'échec, les différends sont résolus par la voie diplomatique.

Article 10 : Durée de l'Accord, modification et dénonciation

Le présent Accord est conclu pour une durée de dix (10) ans.

Les Parties conviennent de se réunir dès que l'une d'entre elles en fait la demande et, dans tous les cas, tous les deux (2) ans afin d'évaluer la mise en œuvre du présent Accord et de ses accords spécifiques.

Le présent Accord peut être modifié à tout moment par accord mutuel écrit entre les Parties. Toute modification entre en vigueur après l'achèvement des procédures internes requises de chaque Partie et fait partie intégrante de l'Accord.

La mise en œuvre de l'Accord est évaluée par le Comité mentionné au paragraphe 2 de l'article 4 du présent Accord, à partir du rapport annuel dûment présenté par les Opérateurs chaque année pour permettre aux Parties d'examiner tout aspect du Partenariat susceptible d'être amélioré si nécessaire.

Après les cinq (5) premières années, chaque Partie peut dénoncer le présent Accord à tout moment par notification écrite présentée par la voie diplomatique avec un préavis de six (6) mois. Cette disposition n'exempte en aucun cas les Parties du respect de leurs engagements relatifs à tout projet en cours à la date de la notification, mis en œuvre conformément aux dispositions du présent Accord ou de l'accord spécifique pertinent.

Article 11 : Entrée en vigueur

L'accord entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties.

Fait à Paris le 10 avril 2018, en deux (2) exemplaires originaux, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française

Monsieur Jean-Yves Le Drian
Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite

Son Altesse Bader ben Abdullah ben Mohammed ben Farhan Al Saud
Gouverneur de la Commission royale pour Al-Ula

En présence de l'Envoyé spécial du Président de la République

Monsieur Gérard Mestrallet

اتفاق

بين

حكومة المملكة العربية السعودية

و

حكومة الجمهورية الفرنسية

حول

التنمية الثقافية والبيئية والسياحية والبشرية والاقتصادية والتراثية لمحافظة العلا

بالمملكة العربية السعودية

إن

حكومة المملكة العربية السعودية،

ويشار إليها فيما بعد بـ **"المملكة العربية السعودية"** أو **"المملكة"** أو **"الطرف السعودي"**، من جهة

و

حكومة الجمهورية الفرنسية،

ويشار إليها فيما بعد بـ **"الطرف الفرنسي"**، من جهة أخرى،

ويشار إلى حكومة المملكة العربية السعودية وحكومة الجمهورية الفرنسية مجتمعتين بـ **"الطرفان"** أو **"الطرفين"**.

في ظل طموحات المملكة العربية السعودية المنبثقة من رؤية المملكة 2030 (ويشار إليها بـ**"رؤية 2030"**) لتعزيز الحوار بين الثقافات في قلب العالم العربي وإبراز التراث التاريخي والثقافي السعودي والعربي والإسلامي وتشجيع السياحة العالمية.

وفي ظل رغبة المملكة العربية السعودية في إشراك التميز الفرنسي في مشروعها وفي تحقيق أهداف رؤية 2030 وذلك باستخدام أفضل خبراتها وكفاءتها المعترف بها عالمياً في مجال الثقافة وعلم الآثار والعلوم والسياحة والضيافة والبنية التحتية والطاقة والتعليم والإدارة المستدامة للموارد الطبيعية.

وفي ظل الالتزام المشترك للطرفين بحماية وإبراز التراث الأثري والمعماري والثقافي، ودعم أهداف التنمية المستدامة السبعة عشر الواردة في خطة الأمم المتحدة للتنمية المستدامة لعام 2030، وحماية البيئة والتنوع البيولوجي، وتعزيز المدن المستدامة والذكية، وبلورة البرامج الثقافية والسياحية، ودعم التعليم والتدريب المهني والعمالة، وتشجيع تكافؤ الفرص للجميع، لا سيما بين الرجال والنساء على النحو المقترح في رؤية 2030، وتطوير الفنون والحرف اليدوية، وتعزيز الحوار بين الثقافات والانفتاح على الحضارات الأخرى، وذلك وفقا لالتزامات كل منهما الدولية.

وفي ظل رغبة المملكة العربية السعودية في تحقيق مشروع إنمائي طموح وذلك بالشراكة مع حكومة الجمهورية الفرنسية والذي يهدف إلى تعزيز قيمة محافظة العلا فيما يتعلق بالأنشطة السياحية والاقتصادية والثقافية، بالإضافة إلى تحسين إدارة تراثها الشاسع ومواردها الطبيعية، بهدف تطوير محافظة العلا بطريقة مبتكرة ومستدامة لتكون وجهة سياحية وثقافية وفنية رائدة عالميا (ويشار إلى ذلك لاحقاً بـ"المشروع").

وفي ظل رغبة المملكة العربية السعودية، بالشراكة مع حكومة الجمهورية الفرنسية، في حماية وتطوير وتعزيز المواقع التاريخية العظيمة لمحافظة العلا بما في ذلك على سبيل المثال لا الحصر مدائن صالح التي تصنفها منظمة اليونسكو كموقع تراثي عالمي، لتكون محافظة العلا وجهة سياحية عالمية وفقاً لأعلى المعايير الدولية في تلك المجالات.

وعليه؛ فقد اتفق الطرفان على التعاون الوثيق في تصميم وتطوير مشروع طموح ومبتكر يهدف إلى ربط المراكز الحضرية، والنهوض بالمناطق الريفية، وامتثال المؤسسات العلمية والثقافية والسياحية والتعليمية للمعايير الدولية، وتحقيق التميز الفرنسي في هذه المجالات، وذلك بهدف تطوير محافظة العلا ومواقعها الأثرية الاستثنائية.

وقد أعرب الطرفان عن رغبتهما في أن يكون المشروع رمزاً للشراكة الاستثنائية بين حكومة المملكة العربية السعودية وحكومة الجمهورية الفرنسية، وتم الاتفاق على ما يلي:

المادة (1): الأهداف العامة للاتفاق

يقيم الطرفان شراكة ثنائية فيما بينهما (يشار إليها فيما بعد بـ"الشراكة") لتطوير محافظة العلا، وقد حدد الطرفان أهداف المشروع وفقاً لأحكام هذا الاتفاق كما يلي:

- يقوم الطرفان بشكل متعاون ومشترك بتصميم المشروع لمحافظة العلا بحيث يشمل بوجه خاص مجالات العمارة والمناظر الطبيعية والعمران الحضري والتخطيط والثقافة، والمناطق والمنشآت السكنية والفندقية، والسياحة والاقتصاد، والبنى التحتية وأنظمة النقل المحلية والدولية، فضلا عن إدارة الموارد الطبيعية والتراثية. هذا المشروع سيكون ابتكارياً ومستداماً ومراعياً للتراث التاريخي والأثري والطبيعي للمحافظة وللثقافة المحلية بما يتماشى مع أعلى المعايير الدولية.
- يعتزم الطرفان العمل على تطوير محافظة العلا إلى وجهة بارزة من الطراز الأول للسياح المحليين والأجانب وللمقيمين فيها.
- يقوم الطرفان بتنفيذ كافة جوانب المشروع مع المراعاة التامة للبيئة والخصائص الطبيعية والحياة الفطرية بالمحافظة، وبإعطاء الأفضلية لحلول الطاقة الابتكارية والمستدامة لجميع عناصر المشروع، مع مراعاة الحفاظ على المياه الجوفية.

- يقوم الطرفان بتلبية أعلى التوقعات وإنجاز أفضل الممارسات من حيث التقنيات المبتكرة والذكية والمستدامة التي سيتم استخدامها في إطار المشروع، وتحديداً في مجال التنقّل والبنى التحتية والخدمات الحضرية الأخرى الضرورية للمدن العالمية.
- يستفيد الطرف السعودي من تميز الطرف الفرنسي وخبرته البارزة من خلال نقل المهارات والتقنيات والخبرات في جميع المجالات التي يشملها هذا الاتفاق، وخاصةً من خلال دعم بناء القدرات وإعداد برامج تعليمية وتدريبية من الطراز الأول تمتثل لمعايير التصنيف الدولية للتعليم لمنظمة اليونيسكو. وتُنقل هذه المهارات والتقنيات والخبرات وفقا للتشريعات النافذة لدى الطرفين، وتُحدد في إطار الاتفاقيات الخاصة، وفقا لأحكام المادة 8 من هذا الاتفاق.
- يعتزم الطرفان نقل الخبرة الفرنسية سعياً إلى دعم إنشاء إطار قانوني مميز، يشمل إطارا قانونيا لإدارة المحافظة والإصلاحات الإدارية ودعم تطويرها مما يجعل المحافظة جذابة مع ضمان الالتزام بالمعايير الدولية للتميز في جميع جوانب المشروع.
- يتفق الطرفان على أن يكون كل جانب من جوانب المشروع أداة للحوار بين الثقافات ولدعم التنمية المستدامة، وفقا يتوافق مع خطة التنمية المستدامة لعام 2030 – والفنون والحرف اليدوية، لا سيما بالجمع بين تراث المملكة العربية السعودية الفريد من نوعه وخبرة الطرف الفرنسي المتميزة في مجال الثقافة والعلوم والهندسة، لجعل المشروع رمزاً للشراكة الاستثنائية بين الطرفين.
- يحرص الطرفان على أن تؤدي الجهات الفاعلة الفرنسية في القطاعين العام والخاص دوراً أساسياً في مرحلتي تنفيذ المشروع وإنشائه، وفقاً للمبادئ التوجيهية والإجراءات المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

يقوم الطرفان، حسب الاقتضاء، بتوقيع اتفاقات خاصة تنص على شروط تنفيذ هذه الأهداف العامة. تتقيد تلك الاتفاقات تقيداً تاماً بالمبادئ والأحكام المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

وتهدف هذه الاتفاقات الخاصة إلى تغطية جميع مجالات الأعمال المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

المادة (2): المبادئ الأساسية للشراكة والمشروع

1. طبيعة الشراكة

في إطار الشراكة المخصصة للمشروع، يلتزم الطرفان في أن يكونا شريكين متميزين في تصميم المشروع وتوجيه تنفيذه ومتابعة تسليمه.

يتفق الطرفان على أن الطرف الفرنسي، بوصفه شريكاً متميزًا لأغراض تصميم المشروع، سيعمل بالتشارك والتعاون الوثيق مع الطرف السعودي. وسيعمل الطرفان بالتعاون فيما بينهما ووفقاً لأحكام هذا الاتفاق وتحديداً فيما يتعلق بالأهداف العامة المشار إليها في المادة (1) وأحكام المادتين (3) و(4).

يتولى الطرفان بصورة مشتركة إدارة مرحلة ما بعد التصميم والتوجيه ومتابعة تسليم المشروع.

2. التزامات الطرفين المتعلقة بالمشروع

أ) أسس اتخاذ القرار:

يعمل الطرفان من خلال مشّغلين اثنين مستقلين يتم تأسيسهما من قبل كل طرف خصيصاً لأغراض المشروع وفقاً للمادة (3) من هذا الاتفاق.

يتخذ مشغّل الطرف السعودي أي قرارات نهائية فيما يتعلق بمراحل التصميم وما بعد التصميم والتنفيذ ومتابعة المشروع وذلك باتباع الإجراءات الموضحة في البنود (ب) و (ج) و (د) من هذه المادة.

ب) تصميم المشروع:

يؤكد الطرف الفرنسي أنه يتمتع بجميع الخبرات العالمية اللازمة وأنه سيوظّفها لتلبية احتياجات المشروع خلال مرحلة تصميمه في جميع المجالات التي يشملها هذا الاتفاق وأي اتفاقات خاصة.

يقدم الطرف الفرنسي ممثلا بمشغله، الدعم للطرف السعودي بصفته الشريك الأساسي لمرحلة التصميم بأكملها وفقاً للهدف المشترك المتمثل في ضمان نجاحه.

خلال مرحلة التصميم، يتّخذ الطرف السعودي القرارات النهائية بشأن النتائج المرجوة للمشروع، وذلك بناء على اقتراحات يقدمها مشغّل الطرف الفرنسي. يقدم الطرف الفرنسي توصياته واقتراحاته ويعطي الطرف السعودي موافقته من خلال مشغّليهما ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

ج) مرحلتا التوجيه والمتابعة بعد تصميم المشروع:

يتعاون الطرف السعودي والطرف الفرنسي، ممثلين بمشغليهما، معاً من أجل إدارة توجيه ومتابعة تنفيذ المشروع حتى التسليم بصورة مشتركة لضمان توافقه مع الأهداف العامة للاتفاق ومع تصميم المشروع.

يقوم الطرف الفرنسي من خلال مشغّله، بتقديم التوصية للطرف السعودي بالأخصائيين أو المؤسسات العامة أو الشركات فيما يخص مرحلتي التوجيه والمتابعة بعد تصميم المشروع في جميع المجالات التي يشملها هذا الاتفاق والاتفاقات خاصة.

يتخذ مشغّل الطرف السعودي القرارات النهائية بشأن مخرجات المشروع بناء على اقتراحات يقدّمها مشغّل الطرف الفرنسي. يقدم الطرف الفرنسي توصياته واقتراحاته ويعطي الطرف السعودي موافقته من خلال مشغّليهما ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

د) تنفيذ المشروع:

يتولى مشغّل الطرف السعودي ترتيبات عملية التوريد بعد مرحلة التصميم بالاتفاق المشترك بين الطرفين بما يتماشى مع ترتيبات التوريد الأكثر شفافية واللازمة لطرح طلب العطاءات على نطاق دولي.

يقوم الطرف الفرنسي بتقديم التوصية للطرف السعودي بالأخصائيين والمؤسسات العامة أو الخاصة والشركات لمرحلتي تنفيذ وإنشاء المشروع في جميع المجالات التي يشملها هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة.

يقوم الطرف السعودي والطرف الفرنسي بصورة مشتركة بإدارة عمليات طلب واختيار العطاءات فيما يخص المشروع حتى تسليمه. ويضمن الطرفان أن تكون نتائج عمليات طلب العطاءات متسقة مع التصميم المتّفق عليه فيما يخص كل مجال من مجالات التي يشملها الاتفاق.

يقدم الطرف الفرنسي توصياته واقتراحاته ويعطي الطرف السعودي، من خلال مشغّليهما موافقته على المتعاقدين من الباطن الذين جرى اختيارهم، ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

المادة (3) : المشغلان

يقوم كل طرف بتأسيس مشغّل (ويشار إليها فيما بعد بـ"المشغل") للتصرف نيابة عنه فيما يخص جميع مسؤولياته بموجب هذا الاتفاق، وتكون جهة الاتصال الوحيدة لمشغّل الطرف الآخر.

ويتم تأسيس مشغل الطرف الفرنسي في غضون ثلاثة أشهر من تاريخ دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ.

وعليه؛ يؤسس الطرف الفرنسي شخصية اعتبارية بموجب القانون الفرنسي تسمى "الوكالة الفرنسية لتطوير العلا" (يشار إليها فيما بعد بـ"الوكالة"). تموّل الوكالة برأسمال فرنسي ويكون مقرها الرئيس في باريس ويستمر وجودها طوال مدة الاتفاق والاتفاقات الخاصة. وتقوم الوكالة، لغرض أداء أنشطتها ومسؤولياتها في إطار هذا الاتفاق، باختيار الجهات الفاعلة العامة أو الخاصة والأشخاص الذين قد تحتاج إليهما، والتعاقد معهم والعمل معهم ، وذلك بما يتماشى مع الالتزامات الدولية للطرفين وعلى نحو لا يتعارض مع أُسس هذا الاتفاق.

يقدّم كل مشغّل تقريرا سنويا بأنشطته إلى اللجنة المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 4 من هذا الاتفاق، ويُقدّم هذا التقرير إلى اللجنة كل سنة قبل نهاية الربع الأول من السنة التالية للسنة المعنية بتقرير النشاط.

وتكون الوكالة بصفتها المشغّل للطرف الفرنسي، جهة الاتصال الوحيدة مع الطرف السعودي ومشغله.

سبق للطرف السعودي بموجب أمر ملكي إنشاء مشغّل باسم "الهيئة الملكية لمحافظة العلا" (يشار إليه فيما بعد بـ"الهيئة")، والتي ستكون جهة الاتصال الوحيدة للطرف الفرنسي والوكالة.

وحيث أن أهداف الهيئة قد حددت بالأمر الملكي، فإن أي قرار نهائي يتم اتخاذه فيما يتعلق بالمشروع وفي جميع مراحله وتحديداً فيما يخص أي قرارات تتعلق بالأعمال التجارية، يكون من اختصاص الهيئة بصفتها مالك المشروع.

تعمل الوكالة وتتخذ جميع قراراتها كشخصية مستقلة ووفقاً لقواعدها الإدارية وإجراءاتها الداخلية وذلك لغرض أداء أنشطتها فيما يتعلق باختيار الأطراف المتعاقدة معها وإدارتها بغية إنجاز مهامها وتحقيق أغراض هذا الاتفاق.

كان الطرف الفرنسي لحين تأسيس مشغّله، يعيّن مبعوثا لرئيس الجمهورية الفرنسية يعمل لصالح حكومة الجمهورية الفرنسية.

يقوم الطرف الفرنسي بإخطار الطرف السعودي فور تأسيس مشغّله عبر القنوات الدبلوماسية.

المادة (4): الحوكمة

1- اللجنة التوجيهية:

يشكّل ممثل كلّ طرف من الطرفين لجنة توجيهية بغية ضمان العلاقة والتنسيق العمليين بين ممثلي الطرفين

2- تمثيل كل طرف من الطرفين في اللجنة التوجيهية التابعة لمشغّل الطرف الآخر:

في إطار الشراكة بين الطرفين، يكون مبعوث رئيس الجمهورية الفرنسية، ثم رئيس الوكالة، بعد تأسيس الوكالة الفرنسية، عضواً في اللجنة التوجيهية للهيئة بحكم منصبه، ويكون الرئيس التنفيذي للهيئة عضواً في اللجنة التوجيهية للوكالة بحكم منصبه، ويتم تعيينهما بعد دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ.

يتم تعيين رئيس الوكالة في اللجنة التوجيهية للهيئة فور تأسيس الوكالة.

3- اللجنة السعودية الفرنسية

يتم إنشاء لجنة سعودية فرنسية (يشار إليها فيما بعد بـ"اللجنة")، لضمان متابعة الاتفاق والمشروع خلال جميع مراحله. كما تقوم اللجنة حرصاً على الشراكة بين الطرفين بتسوية أي نزاع أو خلاف قد ينشأ بين الطرفين أو مشغليهما فيما يتعلق بهذا الاتفاق أو أثناء تنفيذ المشروع بطرق ودية. وتقدم اللجنة توصياتها إلى كلا المشغلين خلال مهلة شهرين (2).

تجتمع اللجنة مرتين سنويا على الأقل، مرة في محافظة العلا والأخرى في باريس، أو بناء على طلب أي من الطرفين.

تتألف اللجنة من عدد متساو من ممثلي الطرفين، وذلك بحد أقصى أربعة ممثلين لكل طرف.يعين كل طرف ممثليه في اللجنة ويبلغ الطرف الآخر بهم عن طريق القنوات الدبلوماسية.

يكون الرئيس التنفيذي للهيئة ورئيس الوكالة عضوين في اللجنة بحكم منصبهما، كما يكون عضواً في اللجنة ممثل عن وزارة خارجية كل طرف من الطرفين. ويتم تعيين الممثلين الآخرين لكل طرف من خلال تبادل الرسائل عبر القنوات الدبلوماسية.

يكون لكل عضو من أعضاء اللجنة صوت واحد.

يتفق الطرفان على إنشاء هذه اللجنة خلال شهرين (2) من دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ.

4- التعاون بين المشغّلين:

تحدد طرق التعاون بين المشغلين في اتفاق خاص وذلك لتسهيل تنفيذ الشراكة.

يوقّع الاتفاق خلال شهر واحد (1) من تأسيس الوكالة.

يُحدد هذا الاتفاق الخاص كيفية إنشاء مجموعات عمل مكونة من أعضاء من كلا الطرفين، فيما يتعلق بكل مجال يشمله هذا الاتفاق، وحسب الاقتضاء، بغية مناقشة أمور معينة تتعلق بالمجالات المشمولة بهذا الاتفاق.

أي توصية أو مشروع يقترحه الطرف الفرنسي فيما يتعلق بكل مجال مشمول بالاتفاق يخضع لموافقة الهيئة ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشارك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع. تعطي الهيئة موافقتها أو تبدي تحفظاتها عليه ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

المادة (5) : مجالات الشراكة

1. المهام العامة الموكلة إلى الطرف الفرنسي

ضمن نطاق هذا الاتفاق، والاتفاقات الخاصة، يُوكل الطرف السعودي إلى الطرف الفرنسي ممثلاً بالوكالة، المهام التالية:

أ. التصميم والمخطط الرئيس

يوافق الطرف السعودي على تنفيذ مرحلة تصميم المشروع مع الطرف الفرنسي بصفته الشريك المتميز فيما يتعلق بجميع المجالات التي يغطيها المشروع. ولهذا الغرض، على الطرف الفرنسي إعداد المهام التالية بالتعاون والتشارك مع الطرف السعودي:

- منافسة على نطاق دولي لتشكيل تحالف مسؤول عن المخططات الرئيسة من خلال لجنة معروفة عالمياً يتم الموافقة عليها من قبل الهيئة؛
- مخطط رئيس لتطوير كامل محافظة العلا، ولتوجيه تنفيذه؛
- مخطط رئيس للبنية التحتية الحضرية والنقل، ولتوجيه تنفيذه؛
- مخطط رئيس لتخطيط المناظر الطبيعية والبيئة والحفاظ على الحياة الفطرية، ولتوجيه تنفيذه؛
- مخطط رئيس للطاقة المستدامة ومصادر المياه، ولتوجيه تنفيذه؛
- مخطط رئيس لتنمية الزراعة وإنتاج المنتجات الزراعية والغذائية على نحو مسؤول، ولتوجيه تنفيذه؛
- مخطط رئيس للحفاظ على التراث الأثري والفني والثقافي والتاريخي لمحافظة العلا وحمايته وتسليط الضوء عليه؛
- مخطط رئيس لتصميم وإنشاء وإدارة المرافق والمؤسسات الثقافية والتراثية والفنية لمحافظة العلا ودعم تصميمه وتنفيذه؛

- برامج التدريب المهني والجامعي الذي يلبي احتياجات تنمية محافظة العلا بشكل خاص، والمملكة العربية السعودية بشكل عام، والمؤسسات التي تساعد على تنفيذها؛
- مخطط رئيس لتطوير البنية التحتية والمرافق المستدامة للسياحة والضيافة في محافظة العلا؛
- مخطط رئيس لتطوير التجارة الحرفية اليدوية المحلية والاقتصاد المحلي والمؤسسات التي تساعد على تحقيق هذا التطوير؛
- برامج ولوائح السلامة الخاصة بالمواقع والزوار.

تُسلّم هذه المخططات والبرامج إلى الطرف السعودي عبر الهيئة للموافقة عليها قبل البدء بالتنفيذ. يعطي الطرف السعودي موافقته من خلال الهيئة في إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

يتولى الطرف الفرنسي تنفيذ المهام التالية بالتعاون والتشارك مع الطرف السعودي:

ب. تصميم إطار المعايير والترتيبات التشريعية والتنظيمية ضمن الإطار التنظيمي في المملكة العربية السعودية، من أجل تعزيز عملية تطوير محافظة العلا في جميع المجالات التي يشملها الاتفاق والاتفاقات الخاصة ، وبالاستناد إلى المعايير الأكثر نجاعةً.

يقدم الإطار التشريعي والترتيبات التنظيمية إلى الطرف السعودي، من خلال الهيئة، من أجل الحصول على موافقته قبل البدء في تنفيذها. يعطي الطرف السعودي موافقته من خلال الهيئة في إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق مشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

ج. يتعاون الطرف السعودي في مرحلة ما بعد تصميم المشروع مع الطرف الفرنسي فيما يلي:

- اقتراح وتوجيه وتنظيم الدعم لقدرات الطرف السعودي ونقل المهارات والتقنيات وتوفير الخبرة من قبل الطرف الفرنسي للطرف السعودي في المجالات التي يشملها الاتفاق والاتفاقات الخاصة، ضمن الإطار التشريعي والتنظيمي لكل طرف؛
- تزويد الطرف السعودي بالتوصيات بخصوص الأشخاص الاعتباريين في القطاعين العام أو الخاص والأشخاص الطبيعيين الكفوئين لأغراض تنفيذ المشروع؛
- إعداد أي طلب لتقديم عروض وتقديم العطاءات بالاشتراك مع الطرف السعودي فيما يتعلق باختيار أصحاب العروض الكفوئين الفرنسيين أو الدوليين، للحصول على موافقة الطرف السعودي؛

- متابعة عملية تنفيذ المشروع وخدمات مختلف الأطراف الأخرى بمشاركة الطرف السعودي.

2. النقاط المختلفة التي يغطيها الاتفاق

بالإضافة إلى المهام العامة، يتعاون الطرفان على إنجاز المهام التالية:

أ. التخطيط والتنقّل والبنى التحتية الحضرية

- تصميم مخطط حضري رئيس مستدام يتوافق مع أهداف رؤية 2030 والذي يضمن الانسجام بين مختلف عناصر المشروع، وذلك من أجل تعزيز الحلول الأكثر نجاعةً في جميع مجالات البنية التحتية وهياكل النقل الوطنية والدولية والتنقل والمرافق والموارد الثقافية والسياحية وتحديداً مصادر المياه والطاقة. كما يجب أن يشمل التخطيط المساحات الزراعية المستدامة إضافة إلى المحميات الطبيعية التي يمكن فيها حماية وتنمية الأنواع المحلية من الحياة الفطرية؛
- تنفيذ جميع جوانب المشروع مع الحفاظ على المناظر الطبيعية والبيئة والتراث والحياة الفطرية وإعطاء الأولوية لاستخدام مجموعة واسعة من حلول الطاقة المبتكرة والمستدامة، مع الحرص على الحفاظ على موارد المياه الجوفية؛
- تحديد القواعد والمبادئ التوجيهية المناسبة من حيث التخطيط العمراني والهندسة المعمارية خلال مراحل التصميم المعماري وتصميم المواقع، والإشراف على اختيار المهندسين المعماريين، ومهندسي المواقع الطبيعية، والمخططين في المناطق الحضرية ذوو الخبرة المناسبة والتصور العام للمشروع؛
- تخطيط إنشاء وصيانة البنية التحتية العمرانية والخدمات العامة ذات الصلة بالهندسة والتصميم.

تُقدّم جميع المبادئ التوجيهية والتوصيات إلى الطرف السعودي عبر الهيئة للموافقة عليها. يعطي الطرف السعودي موافقته عبر الهيئة ضمن إطار زمني معقول يتم تحديده مسبقا باتفاق المشترك بين الطرفين وبما يتوافق مع الجدول الزمني للمشروع.

تندرج إدارة مراحل الإنشاء ضمن صلاحيات الطرف السعودي وتُنجز بالاشتراك مع الطرف الفرنسي.

ب. المحافظة على الآثار والتراث المعماري وإدارته

- اتخاذ كافة التدابير للحفاظ على التراث الفريد لمحافظة العلا، مع مراعاة مزايا مواقعها الأثرية وتراثها المعماري والطبيعي وفقا لمعايير التراث العالمي ومعايير منظمة اليونسكو؛
- إجراء جرد كامل ورسم خرائط لمزايا محافظة العلا من حيث الآثار والهندسة والتراث الطبيعي؛
- إجراء عملية جرد لجميع المحفوظات ذات الصلة بمحافظة العلا وإنشاء برنامج للمحافظة عليها وإبراز قيمتها؛
- بلورة مشروع كامل لتحديث وحماية وترميم وإدارة المواقع الأثرية والتراثية في محافظة العلا، وتنفيذ هذا البرنامج مع المؤسسات والشركات والأخصائيين الكفوئين من فرنسا وبقية دول العالم؛
- إعداد مسارات وبنية تحتية ومحتويات ثقافية وتعليمية، لاستخدامها من قبل زوار محافظة العلا؛
- تصميم وتطوير البنية التحتية والتدريب بما في ذلك التدريب المتقدم في الوظائف بالتي تتعلق بالتراث الثقافي والتي تلبي احتياجات التنمية الثقافية والفنية لمحافظة العلا والمملكة العربية السعودية بشكل عام، وفقا لأهداف رؤية 2030 وعلى مستوى التميز لدى الطرف الفرنسي. ولهذا الغرض؛ يقوم الطرف الفرنسي بتدريب الموظفين الفنيين والمشرفين والموظفين المكلفين بإدارة وحماية وترميم وشرح التراث الوطني والمواقع الأثرية للزوار؛
- إعداد إطار للحملات الأثرية الوقائية قبل أي عملية بناء أو تشغيل المباني في أراضي محافظة العلا بأكملها خلال مراحل بناء المشروع؛
- إعداد برنامج وإطار لمتحف العلا للآثار، ويوكل تصميم المتحف لمهندس معماري معروف عالميا، على أن تتم إدارة المتحف وإعداد خطة علم المتاحف من قبل أفضل الخبراء العالميين. يتم اقتراح المهندس المعماري والخبراء من قبل لجنة مشتركة مكونة من الطرفين، على أن تقدم توصيات اللجنة للمشغل السعودي للحصول على القرار النهائي.

ح. العرض الثقافي والفني والهندسة الثقافية

- تأسيس وإنشاء شبكة من البنى التحتية والمرافق العلمية والثقافية العالية المستوى في جميع أنحاء محافظة العلا، وذلك بهدف تعزيز الحوار الشامل بين ثقافات الطرفين؛

- إنشاء وتطوير مرافق التدريب الهندسي والثقافي التي تلبي احتياجات التنمية الثقافية في محافظة العلا والمملكة العربية السعودية بشكل عام من حيث استحداث فرص العمل والتنمية الاقتصادية، وفقا لأهداف رؤية 2030؛
- تصميم وإيجاد عرض ثقافي وتراثي من شأنه رفع مستوى وشهرة محافظة العلا على المستويين الإقليمي والعالمي؛
- القيام بتصميم وإنشاء مرفق عالمي يضمّ متحفا ومركزا للأبحاث على مستوى عالمي يجهز وفقاً لمعايير التميز ، ويخصص لتراث وثقافة وتاريخ شبه الجزيرة العربية ويقدم معلومات واسعة للسعوديين وللسياح من مختلف أنحاء العالم حول التاريخ القديم لبلدانهم ومناطقهم، من خلال إعادة شبه الجزيرة العربية إلى السياق العام لتاريخ العالم والتبادل بين الحضارات، وذلك بفضل استخدام أكثر التقنيات ابتكاراً في علم المتاحف والبحوث والحوار الثقافي. توكل إدارة هذا المرفق العالمي وإدارة المتحف إلى مهندس معماري معروف عالميا، على أن يتم اقتراحه من قبل لجنة مشتركة مكونة من الطرفين، مع تقديم توصيات اللجنة للمشغل السعودي للحصول على القرار النهائي؛
- دعم التنمية الفنية والثقافية لمحافظة العلا، وتحديدا من خلال إنشاء معهد فرنسي في العلا (يشار إليه فيما بعد بـ"المعهد"). وسيضطلع المعهد بتعزيز التبادل الثقافي والعلمي والجامعي والفني بين محافظة العلا وفرنسا، إضافة إلى تعزيز الحوار بين الثقافات واللغة الفرنسية. ويدير مهندس معماري معروف عالميا عملية تصميم المعهد وإنشائه، على أن يتم اقتراحه من قبل لجنة مشتركة من الطرفين، وتقدم توصيات اللجنة للمشغل السعودي للحصول على القرار النهائي. وبحلول نهاية عام 2018، يعرض الطرف الفرنسي على الطرف السعودي برنامج التطوير الاستراتيجي للمعهد، ويحدد هذا البرنامج تفاصيل الاستثمارات المطلوبة لتأسيس وتشغيل المعهد، بالإضافة إلى المعدات اللازمة والأفراد بما في ذلك البرامج والأنشطة. كما يتحمل الطرف السعودي مسؤولية تمويل المعهد، وذلك بناءً على خطة تطوير طويلة الأمد معدة من قبل الطرف الفرنسي، شريطة أن يوافق الطرف السعودي من خلال الهيئة على هذا المشروع. ومن المحتمل مستقبلاً أن يصبح المعهد الفرنسي بعثة قنصلية وفقا لأحكام اتفاقية فيينا للعلاقات القنصلية المؤرخة في 23 أبريل 1963م.
- دعم تحسين البحوث وتعزيز القدرات السعودية ذات الصلة بحضارات ما قبل الإسلام والحضارات الإسلامية والعربية بعدة طرق. وسيتم إنشاء كراسي أكاديمية تُخصص لدراسة التاريخ والحضارة العربية في أعرق الجامعات

الفرنسية، كما ستقام ندوة سنوياً وبالتناوب بين محافظة العلا وفرنسا يجتمع فيها خبراء الأثار العالميين بهدف تسليط الضوء على أحدث الاكتشافات والأعمال ذات الصلة بمحافظة العلا.
ستُحدد شروط التمويل وتنفيذ هذه الأعمال في اتفاق إضافي خاص.

د. مفاهيم ومرافق الإدارة المستدامة للسياحة والفندقة

- تصميم وإنشاء البنى التحتية والمفاهيم والمرافق السياحية ومتابعة تنفيذها، وذلك بما يتفق مع الطموحات الثقافية للمملكة؛
- تصميم وإنشاء البنية التحتية للفندقة المستدامة، ومتابعة تنفيذها تحت إشراف الهيئة؛
- تصميم وتحديد كيفية تنفيذ البرنامج السياحي والاستحمامي؛
- إعداد برنامج تواصل واستراتيجية لدعم تعزيز محافظة العلا كوجهة سياحية عالمية؛
- تصميم وتطوير البنية التحتية والتدريب، بما في ذلك التدريب المتقدم في الوظائف التي تتعلق بالسياحة والتي تلبي احتياجات تنمية السياحة في محافظة العلا وكذلك في المملكة العربية السعودية بشكل عام وفقا لأهداف رؤية 2030.

هـ. الحرف اليدوية والاقتصاد المحلي

- تعزيز وتطوير الاقتصاد المحلي، وتحديدا ما يخص التجارة الحرفية المحلية مع العمل على تأسيس مراكز التدريب لضمان استحداث الوظائف فيما يخص تسويق المنتجات الحرفية؛
- تطوير فنون إعداد الطعام المحلية والعالمية المستوحاة من المنتجات المحلية، والعمل على مراعاة أعلى المعايير؛
- تشجيع الزراعة لإنتاج المنتجات الثانوية المستخدمة في صناعة مستحضرات التجميل على سبيل المثال.

و. تعزيز القدرات والمهارات ونقل التقنيات وتأمين الخبرات

- تصميم برامج تعليمية وتدريبية ومدارس ومختبرات وحاضنات، وبشكل خاص في المجالات التالية: التدريب المهني، وإدارة الفنادق، والفنون والثقافات، والآثار والتراث الوطني، وتسويق المنتجات الحرفية، والسياحة، والزراعة، والطاقة المستدامة، والموارد المائية، وحماية البيئة؛

- تزويد الطرف السعودي بالخبرة اللازمة من خلال نقل المهارات والتقنيات والخبرات من خلال آليات مختلفة وفقا للتشريعات النافذة لدى الطرفين وتحدد في الاتفاقات الخاصة المبرمة لكل مجال من مجالات الشراكات، وتحديداً في مجالات الثقافة وعلم الآثار، والتراث الوطني، والسياحة، والطاقات المستدامة، وإدارة الموارد الطبيعية، والهندسة الثقافية، وإدارة تنسيق المناظر الطبيعية، والهندسة المعمارية، ونظام النقل المحلي والدولي، والتنقل، والتصميم الحضري والبناء.

ز. الإطار التشريعي والتنظيمي

- تصميم وإدارة الإصلاح الإداري في محافظة العلا ودعم المحافظة؛
- إعداد وبشكل محتمل تنفيذ إطار معياري وتعديلات تشريعية وتنظيمية بإشراف الهيئة، تطبّق على محافظة العلا وتستثنيها من الإطار القانوني المطبق في المملكة العربية السعودية بحيث يسهل ذلك في تطوير جميع المجالات في محافظة العلا وإدخالها في التبادلات الدولية، وتحديداً في مجالي الثقافة والسياحة. كما يشمل هذا الإطار المعياري لوائح البناء والبناء الحضري، ولوائح حماية البيئة والمواقع التراثية الطبيعية منها والتاريخية، وإدارة الموارد الطبيعية لضمان تقديم أفضل حماية لمواقع التراث الثقافي والتاريخي والحياة الفطرية والحرف اليدوية المحلية. يكيّف هذا الإطار المعياري بغرض تعزيز السياحة الدولية وقيام رعايا البلدان الأخرى المقيمين في المملكة بزيارة محافظة العلا. وعلى الجانب الفرنسي أن يستند في إعداد هذا الإطار والتعديلات على المعايير الأكثر جدوى

3. الاتفاقات الخاصة

تحدد الاتفاقات الخاصة حسب الاقتضاء لكل مجال من مجالات الشراكة (تحديداً الفقرتان 1 و2 من المادة 5 من هذا الاتفاق)، الجدول الزمني وأساليب إنجاز المهام، والمساهمات والخدمات التي أسندها الطرف السعودي إلى الطرف الفرنسي ، وخاصةً نقل المهارات والتقنيات والخبرات ذات الصلة بمجالات الشراكة، وكذلك مقدار وجداول سداد المبالغ المستحقة بموجبها من قبل الطرف السعودي بموجب المادة 6 من هذا الاتفاق. كما يتفق الطرفان فيما بينهما على أن يتم توقيع جميع الاتفاقات الخاصة التي تغطي جميع مجالات الشراكة المشار إليها في هذا الاتفاق قبل نهاية عام 2018م.

يزود الطرف الفرنسي الطرف السعودي بتوصياته حول الجدول الزمني والذي يرى الطرف الفرنسي أنه مناسب فيما يخص جميع المجالات التي يشملها هذا الاتفاق وأي مجالات أخرى يعتقد الطرف الفرنسي أنه يجب تضمينها في الاتفاق لضمان تحقيق المشروع للأهداف العامة المشار إليها في المادة 1 من هذا الاتفاق.

المادة (6) : الشروط المالية

يُنفّذ هذا الاتفاق بناءً على الشروط الواردة أدناه:

1. الشروط المالية العامة:

يقدم الطرف السعودي كافة الموارد المالية المعقولة اللازمة لأغراض المشروع والشراكة بموجب هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة.

تُحدد تلك الموارد المالية لهذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تشمل كل مجالات الشراكة بحلول نهاية عام 2018م.

تُحدد الشروط في وثيقة منفصلة بعد توقيع هذا الاتفاق.

يحدد الطرفان بشكل مشترك في الاتفاقات الخاصة الميزانية المؤقتة المخصصة للمشروع ولكل مجال من مجالات المشروع طوال مدة الاتفاق. كما يجب أن تكون هذه الميزانية المؤقتة كافية لتمكين الطرفان من الامتثال للأهداف العامة المشار إليها في المادة 1 من هذا الاتفاق.

يحدد كل اتفاق خاصة المبالغ المالية اللازمة لتغطية احتياجات المشروع مع تفصيلها السنوي طوال مدة المشروع. كما يحدد الاتفاق الخاص ذو الصلة تخصيص المبالغ حسب المجالات المشمولة بهذا الاتفاق وكيفية مساعدتها على الامتثال للأهداف العامة المشار إليها في المادة 1 من هذا الاتفاق.

في حال رغب الطرف الفرنسي في تغيير التفصيل السنوي للميزانية المؤقتة، يتم تقديم التعديلات المطلوبة للموافقة المسبقة من قبل الطرف السعودي. وبعد موافقة الطرف السعودي، يتم قيد تلك التعديلات في ملحق تعديل للاتفاق الخاص ذي الصلة.

2. الاعتراف بالشراكة:

تقديرا لالتزام الطرف الفرنسي بهذه الشراكة، يقوم الطرف السعودي بتسديد مبلغ لدعم التراث الفرنسي تُحدد قيمته وشروط منحه في اتفاق خاص.

يخصص الطرف الفرنسي هذا المبلغ بالكامل لصندوق خيري فرنسي، تديره مؤسسات فرنسية، ويكون الغرض الرئيسي منه هو دعم التراث الفرنسي. ويتم إنشاء هذا الصندوق وفقا للتشريعات والأنظمة الفرنسية النافذة، وكذلك الأمر بالنسبة إلى إدارته.

بناءً على هذه الشراكة وخلال مدة هذا الاتفاق، سيقوم الطرف الفرنسي بدعم الترويج لمحافظة العلا في البرامج الوطنية والدولية التي تطبقها حكومة الجمهورية الفرنسية أو من خلال وكالاتها السياحية التسويقية ويشمل ذلك الكتيبات، والمنشورات والأفلام والمؤتمرات بحيث تسلط الضوء على أن التراث الفرنسي يستفيد من دعم الصندوق الخيري الذي أُسس في إطار هذا الاتفاق. كما أنه يفترض أن تشجع تلك الوسائط الترويجية على زيارة محافظة العلا بصفتها وجهة مطورة بصورة مشتركة بين المملكة العربية السعودية والجمهورية الفرنسية.

3. التعويض للوكالة:

اعتباراً من تاريخ دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ، يقوم الطرف السعودي بتعويض الوكالة مقابل جميع المهام أو المساهمات أو الخدمات المقدمة من قبلها في إطار هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تشمل كل من مجالات المشاركة المحددة بموجب هذا الاتفاق.

يتم تحديد التعويض المستحق للوكالة في اتفاق خاص إضافي.

4. الأحكام الضريبة:

تحدد الضرائب المفروضة على المبالغ المسددة بموجب هذا الاتفاق في اتفاق خاص إضافي يتعلّق بالأحكام الضريبية.

5. الربط بالمؤشرات:

يتم ربط المبالغ المحددة في هذا الاتفاق بقيمة اليورو في شهر ديسمبر 2017، في اتفاق خاص إضافي.

المادة (7) : الضمانات

تُحدد القواعد المتعلقة بالضمانات التي من شأن الطرف السعودي والطرف الفرنسي منحها في ما يخص التقييد بجميع الالتزامات الواردة في هذا الاتفاق، في اتفاق خاص إضافي.

المادة (8) : حقوق الملكية الفكرية

يتم النص على حقوق الملكية الفكرية في اتفاق خاص إضافي فيما يتعلق بأي مواد يتم إنتاجها أو تصورها أو ابتكارها أو تطويرها و/أو إنشاؤها في إطار الشراكة.

المادة (9) : تسوية النزاعات

أي نزاع يتعلق بتفسير أو تنفيذ هذا الاتفاق يتم حله بالطرق الودية من خلال التفاوض أو التشاور بين الطرفين من خلال اللجنة، في حال عدم التوصل إلى حلّ، تسوّى النزاعات عبر القنوات الدبلوماسية.

المادة (10): مدة الاتفاق وتعديله وإلغاؤه

تم إبرام هذا الاتفاق لمدة عشرة (10) سنوات.

يتفق الطرفان على الاجتماع في أي وقت بناءً على طلب أي منهما أو في جميع الأحوال كل عامين (2) لتقييم تنفيذ هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة.

يجوز تعديل هذا الاتفاق في أي وقت بموجب الموافقة الخطية من قبل الطرفين.

يدخل أي تعديل حيز النفاذ بعد تنفيذ كل طرف للإجراءات الداخلية المطلوبة منه ويشكل جزءًا لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

يتم تقييم تنفيذ الاتفاق من قبل اللجنة المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 4 من هذا الاتفاق على أساس التقرير السنوي المقدم من قبل المشغلين كل عام من أجل تمكين الطرفين من مراجعة أي جانب من جوانب الشراكة التي ينبغي تحسينها حسب الحاجة.

بعد انقضاء السنوات الخمس (5) الأولى، يجوز لأي طرف إلغاء هذا الاتفاق في أي وقت من خلال إشعار خطي مدته ستة (6) أشهر يقدم عبر القنوات الدبلوماسية. هذا الشرط لا يعفي أي من الطرفين من التزاماته بشأن أي

مشروع قائم في تاريخ الإشعار أو يتم تنفيذه وفقاً للأحكام المنصوص عليها في هذا الاتفاق أو الاتفاق الخاصة ذي الصلة.

المادة (11): نفاذ الاتفاق

يدخل الاتفاق حيز النفاذ بتاريخ توقيع الطرفين عليه.

حرر في باريس بتاريخ 10 أبريل 2018، من نسختين (2) أصليتين باللغتين العربية والفرنسية علماً بأنه يسري العمل بكلا النصين بصورة متساوية.

عن حكومة المملكة العربية السعودية

محافظ الهيئة الملكية لمحافظة العلا

سمو الأمير بدر بن عبدالله بن محمد بن فرحان آل سعود

عن حكومة الجمهورية الفرنسية

وزير أوروبا والشؤون الخارجية

السيد جان إيف لودريان

بحضور المبعوث الخاص لرئيس الجمهورية

السيد جيرار مستراليه